

Tribune → « L'avenir nous appartient, certes, mais seulement si nous le prenons en main dès aujourd'hui... » estime Philippe Pinta.

# 2013, une urgence dès le 7 juin

par Philippe PINTA, Président d'ORAMA et de l'AGPB



Entre le 4 et le 7 juin, 375 millions de citoyens des 27 pays de l'Union européenne auront élu les 736 nouveaux députés du Parlement européen. Ceux-ci vont siéger pendant cinq ans, c'est-à-dire jusqu'en 2014, et se prononcer sur le destin de la politique agricole commune (PAC) ne sera pas la moindre de leurs missions. La redéfinition du cadre d'évolution des finances communautaires pour après 2013 et les conceptions qui ont inspiré le Bilan de santé seront centraux dans leurs débats.

Terriblement important pour l'Europe compte tenu de ses aspects stratégiques, ce chantier est également fondamental pour le futur de notre métier de producteur. Certes, une partie non négligeable des décisions concernant l'agriculture se prend encore à Paris, mais il est incontestable que le cadre général est aujourd'hui établi à Bruxelles. Or, questionnée par l'opinion, la PAC, premier budget par le montant des sommes engagées, divise l'Union européenne. Entraînés par la Grande-Bretagne, certains voudraient



Philippe Pinta : « Il est donc urgent d'entamer au sein de notre profession - mais aussi avec le reste de la société - une réflexion sur cet après-2013 ».

réduire le financement communautaire de l'agriculture, préférant investir dans d'autres secteurs autant nécessaires à l'Europe de demain. D'autres, surtout à l'est de l'Union, estiment ne pas recevoir suffisam-

ment de soutiens pour engager leur indispensable modernisation agricole. Enfin, au milieu, il y a ceux qui souhaitent maintenir le budget à valeur constante, en mettant toutefois l'accent sur le second pilier, c'est-à-dire sur

le développement rural. Ce qui ne veut pas nécessairement dire uniquement sur l'agriculture. Quoi qu'on en pense, un rééquilibrage budgétaire pointe donc à un horizon très proche. En effet, 2013, c'est déjà demain.

Il est donc urgent d'entamer au sein de notre profession - mais aussi avec le reste de la société - une réflexion sur cet après-2013. Quelle doit être la vocation de la politique agricole de l'Europe ? La PAC doit-elle continuer à accompagner les exploitations dans des efforts de compétitivité les asseyant sur des fondamentaux économiques solides et leur permettant de rester dans la course avec le reste du monde ? Ou bien doit-elle (et peut-elle) avoir désormais des objectifs prioritairement territoriaux et écologiques ? L'Europe a-t-elle vocation à répondre à l'augmentation mondiale des besoins en denrées agricoles ou bien doit-elle juste se satisfaire de nourrir sa propre population ?

Les réponses à ces questions de fond conditionneront l'avenir de chacun. La voix du monde

agricole doit donc s'exprimer et ORAMA fera entendre la sienne pour défendre son projet : celui d'une agriculture moderne, innovante, apte à répondre aux besoins des marchés intérieur et extérieur, et disposant par conséquent, comme chez nos grands concurrents, de tous les facteurs de production propres à assumer une telle ambition.

Mais il est urgent aussi de se poser des questions sur notre propre manière de fonctionner. Comme le fait le reste de la société, nous sommes appelés à évoluer, même si défendre certains acquis nous semble juste. Toutefois, l'avenir de l'agriculture française ne repose-t-il pas plus fondamentalement sur son dynamisme intrinsèque ? C'est-à-dire sur sa capacité à innover afin d'améliorer notre productivité, à mieux organiser nos filières afin d'augmenter notre valeur ajoutée et à inventer de nouveaux outils de gestion des marchés afin de garantir une stabilité des revenus.

L'avenir nous appartient, certes, mais seulement si nous le prenons en main dès aujourd'hui...